

semble étrange que ces personnes, après avoir dit à qui voulait l'entendre combien le Canada est un beau pays, en viennent maintenant à dire: «Nous allons le détruire complètement, parce que nous n'irons plus à aucune conférence.»

Je n'ai pas noté tous les points, et je ne les répèterais pas de toute façon parce que j'ai l'intention de rester bref. Toutefois, on a fait, au fil des jours, des commentaires selon lesquels les chefs de parti du Manitoba ou le premier ministre de Terre-Neuve étaient la source de tous les maux. Puis Elijah Harper est devenu la source du problème. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'expliquer ce que Elijah Harper tentait de faire. Il avait parfaitement raison d'agir de la sorte, à mon avis. Les peuples autochtones sont restés longtemps dans l'oubli au Canada, jusqu'à tout récemment, car le gouvernement n'a même pas voulu que leurs revendications figurent dans la résolution parallèle qui devait être présentée.

Il est déplorable que le gouvernement qui a pour mandat de diriger l'ensemble du Canada ait créé cet état de crise. Car il s'agit bien d'une crise. Cette situation était inexistante avant qu'ils commencent à discuter de cette question. Cependant, la façon dont tout cela a été mené a provoqué une crise. Il y a dans certaines parties du pays des rancunes et des sentiments vifs par suite de ce fameux grand débat qui a occasionné un tel gâchis.

Il importe que nous comprenions la pensée du reste du Canada. Le Canada a subi des modifications profondes à cause de ce débat. Par exemple, le premier ministre Bourassa ne s'assoira plus à la table de négociation. Il a déclaré qu'il ne rencontrerait pas les premiers ministres des provinces et qu'il n'aurait désormais que des discussions bilatérales avec le gouvernement fédéral concernant toutes ces questions dont nous désirons discuter, notamment l'immigration et les communications.

Même si nous n'en avons pas beaucoup entendu parler récemment, il y avait quelque chose que l'on appelait la désaffection de l'Ouest. Si vous croyez que ce sentiment est mort, c'est que vous n'avez ni écouté ni suivi les événements. Voilà ce qui va se passer, et je le dis sans hésiter: Il est impossible qu'une province obtienne du gouvernement fédéral un arrangement dont les autres provinces ne puissent elles aussi se prévaloir, que ce soit en matière de transports, de communications, d'immigration ou dans tout autre domaine. L'ouest du Canada en a franchement plein de dos de toujours céder au centre du pays. Le processus n'a donné aucun résultat qui permette d'améliorer cette situation. C'est pourquoi je dis que c'est malheureux. À mon avis, la principale raison qui explique tous ces problèmes, c'est que personne n'a parlé en faveur du Canada. Le gouvernement n'a jamais parlé en faveur du Canada tout entier.

● (1920)

Nous allons donc nous retrouver avec un pays différent. Il est difficile d'imaginer quel genre de pays ce sera. Il sera difficile d'établir une structure si les sentiments éprouvés aujourd'hui persistent pendant quelque temps. C'est le gouvernement qui est responsable de la situation actuelle.

Je ne vais pas faire valoir les pour et les contre de l'Accord du lac Meech. Comme je l'ai déjà dit, j'ai certaines réserves sur son contenu.

Le sénateur Murray: Certaines réserves? Vous l'avez combattu du début à la fin. N'essayez pas de récrire l'histoire maintenant.

Le sénateur Olson: Je présume que l'expression «certaines réserves» pourrait signifier ce que le leader vient de dire.

Le sénateur Murray: Vous l'avez combattu du début à la fin avec acharnement.

Le sénateur Olson: Je n'étais pas là du début à la fin. Par contre, le leader y était, et il a fait un gâchis tellement épouvantable que, dorénavant, nous avons un pays complètement différent.

À bien des égards, j'en suis triste, car sous les gouvernements précédents, nous avons un pays dont les différentes parties pouvaient se réunir pour discuter, même si elles ne s'entendaient pas toujours. Ce pays merveilleux, comme le leader le qualifie de temps à autre, est le fruit de ces discussions antérieures. À mon avis, nous ne pourrons plus avoir de discussions de ce genre, à cause de ce qui s'est produit. Le ministre responsable des Relations fédérales-provinciales doit certes en assumer la plus grande part de l'odieux.

Il existe bien des moyens de mesurer les conséquences de certains événements, notamment les résultats auxquels ils ont abouti. On m'a dit que certains avaient été victimes d'intimidation, surtout les dirigeants du Manitoba. On a menacé cette province de conséquences économiques graves si elle n'adoptait pas l'Accord du lac Meech. Je ne sais pas pourquoi on retient le projet Hibernia à la Chambre aujourd'hui, mais j'ai mes soupçons à propos de ce projet de 2,7 milliards de dollars, et si jamais il avorte, on aura de nouveau la preuve que le gouvernement gère mal les affaires du pays.

C'est, en tout cas, le message qui semble venir de l'autre endroit aujourd'hui. On ne s'intéressait qu'au projet Hibernia dans l'autre endroit au cours de la période des questions aujourd'hui. J'espère que le gouvernement n'a pas l'intention d'imposer de lourdes sanctions économiques à Terre-Neuve à cause de ce qui est passé. Cela ne me surprendrait pas de la part du gouvernement, mais il le ferait à ses risques et périls.

Permettez-moi de revenir à ce que je disais à propos des provinces de l'Ouest. À vrai dire, le Parti libéral et le Parti progressiste conservateur ont perdu toute emprise sur l'Ouest. C'est le Parti réformiste du Canada qui profitera le plus des doléances de l'Ouest dans toute cette histoire de l'Accord du lac Meech. Ce parti remportera tous les sièges que détient actuellement le Parti progressiste-conservateur en Alberta. En fait, cela pourrait arriver dès maintenant, mais les choses vont empirer. Le gouvernement ferait mieux de se rendre compte qu'il ne s'en sortira pas indemne.

En Saskatchewan et en Colombie-Britannique, un autre parti que celui des conservateurs en profitera. Je ne sais pas pour l'instant si ce sera le Parti libéral. C'est arrivé à quelques reprises par le passé, et les conséquences ont été pour le moins intéressantes.

J'étais membre d'un de ces partis, le Parti du crédit social. Ce parti a remporté tous les sièges, moins deux, dans l'Ouest lors des élections fédérales de 1935. À cette époque, l'Ouest n'avait plus confiance dans les deux vieux partis, les conservateurs et les libéraux. C'est ainsi qu'est né le CCF en Saskatchewan et dans d'autres provinces du pays. Dégoûtées, les provinces de l'Ouest ont rejeté en bloc les vieux partis. Si vous